

## DÉCLARATION

*des organisations de la société civile consécutive à la révision à la hausse et inopportune du prix du gaz butane, ce qui accentue davantage la précarité de la grande masse des Togolais.*

1. Le gaz domestique est devenu de nos jours et dans presque tous les pays un produit de première nécessité dont la consommation devrait être encouragée pour ralentir l'allure inquiétante de la déforestation et du réchauffement climatique. C'est donc avec beaucoup de stupéfaction que nos organisations ont appris que le Ministère du commerce a accordé aux sociétés distributrices de procéder à l'augmentation du prix du kilogramme du gaz butane. Cette révision à la hausse est en déphasage avec tous les engagements pris par le Togo en matière de protection de l'environnement et des ressources forestières devant les institutions internationales, et notamment à la 26<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP-26) à laquelle le chef de l'État togolais Faure Essozimna Gnassingbé a pris personnellement part.
2. Que vaut un engagement pris par un État lorsque ses dirigeants prennent des mesures qui vont à l'encontre ? En toute vraisemblance, il apparaît que le Togo détient malheureusement le record du prix au kilogramme du gaz butane dans la sous-région, alors que ses fonctionnaires ont les salaires les plus bas, sans oublier la faiblesse des revenus, du pouvoir d'achat et la précarité avancée et ambiante qui caractérisent le quotidien des Togolais. Il semble donc désormais manifeste que cette décision s'assimile à une stratégie savamment entretenue par le gouvernement pour maintenir les citoyens dans une paupérisation qui condamne davantage les ménages à ne jamais s'affranchir de la pauvreté et la grande misère.
3. Ce comportement fort frustrant du gouvernement du Togo contraste gravement avec l'absence de mesure pour arrêter les prédateurs nommément désignés par le rapport de l'Inspection générale des finances du ministère de l'économie et des finances dans l'affaire "petroilgate" où le gouvernement a fait montre d'une complicité indigne. Aucune mesure sérieuse et réelle n'a été prise pour décourager la corruption et les détournements à grandes échelles, alors que les premières autorités du Togo continuent par faire saigner les pauvres populations. Mieux, au moment où les juridictions étrangères s'intéressent à la lutte contre la corruption au Togo, la justice togolaise est toujours aux ordres de l'exécutif et indifférente ; la décision rendue par le Tribunal judiciaire de Paris dans l'affaire Bolloré est encore fraîche dans nos mémoires.
4. Les organisations signataires demandent avec insistance au gouvernement d'abandonner le projet de libéralisation du secteur du gaz butane et **de revenir aux anciens prix le plus rapidement possible. C'est le moment ou jamais pour le gouvernement de réduire son train de vie afin de trouver les solutions idoines pour répondre aux différentes demandes et aspirations sociales des citoyens qui vivent déjà dans une précarité avec les spéculations entretenues par les opérateurs économiques en connivence avec la minorité pilleuse. Il y va d'ailleurs de la cohésion nationale à laquelle le gouvernement du Togo appelle à corps et à cris dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.**

*Fait à Lomé, le 18 août 2022,*  
Pour les organisations,  
Le Président de la LTDH,  
**Me Célestin Kokouvi AGBOGAN**